L'école en milieu rural

Le préfet de l'Allier disait récemment (journal La Montagne du 1er octobre et aussi AG des Maires Ruraux de l'Allier, le 4 octobre), s'associant en cela au discours de la DASEN :

« *Nous parlons là du service public de l'éducation et pas de l'aménagement du territoire* ».

On peut, certes, jouer sur les mots, mais, comme je l'ai réaffirmé, le 4 octobre à Chappes et comme nous sommes nombreux à le dire régulièrement (l'Association des Maires Ruraux de France, le Parlement Rural en la personne de son président, Bernard DELCROS sénateur du Cantal,) :

l'école contribue pleinement à l'aménagement du territoire.

L'une des premières questions que pose tout candidat à une installation dans nos campagnes, c'est : « *où mes jeunes enfants iront-ils à l'école ?* ».

Je le dis souvent : il y a quatre conditions majeures à l'installation de nouveaux habitants dans nos territoires ruraux, ce sont : le réseau santé, les réseaux numériques, la mobilité et l'école.

La démographie est globalement en baisse ; c'est un constat. Il est indispensable de réfléchir à ses conséquences. Il est indispensable d'y réfléchir parce que cette baisse n'est ni uniforme, ni définitive ponctuellement.

L'Education Nationale raisonne quasi exclusivement en ratios.

Pour autant, nous, élus ou acteurs locaux, nous le savons bien, il y a bien d'autres aspects à prendre en compte dans la réflexion (le contexte local, la géographie, l'aspect social,...). Une réflexion qui doit en outre **associer tous les acteurs** concernés par le domaine.

A cet égard, je reste convaincu (et même plus que jamais) que la solution réside dans **la création de nouveaux RPI ou la redéfinition des contours** de ceux qui existent.

Mais **la solution n'est pas dans la généralisation des RPI concentrés** prônée par l'Etat.

Elle n'est pas celle des **RPI imposés, mais celle des RPI choisis.**

Je le dis et le répète depuis de nombreuses années : **nous devons nous prendre en main et proposer les solutions avant qu'on nous les imposent.** Nous sommes à un tournant et nous ne devons pas le rater.

Aujourd'hui, comme dans beaucoup d'autres métiers, nos enseignants, à de rares exceptions près, ne veulent plus travailler seuls et il devient illusoire, voire déraisonnable de maintenir une classe unique dans un village (hormis certains cas isolés, en montagne par exemple). Par ailleurs, on peut entendre ceux qui disent qu'un trop petit nombre d'élèves réunis dans une classe à plusieurs niveaux n'est pas de nature à favoriser l'épanouissement de chacun.

En répartissant astucieusement, chaque année, les enfants dans plusieurs communes, les RPI apportent une solution à ce problème.

L'école est un atout pour la vitalité du village (les parents s'y rencontrent, des fêtes y sont associées, ...), mais un RPI bien pensé, bien suivi, notamment par les élus locaux, peut tout autant garantir cette vitalité.

Le critère majeur pour définir un RPI est celui de **la distance** (ou **le temps de parcours**) que l'on fait parcourir à nos jeunes enfants.

Créer aujourd'hui un peu plus de RPI concentrés, pourquoi pas ? Mais sous réserve du respect strict de ce critère et **aussi l'aspect économique** : ne pas être conduits à construire de nouveaux locaux en faisant fi des réaménagements effectués jusque là par les communes.

Si l'on veut parler « d'école du XXIème siècle », raisonnons plutôt « **service scolaire de proximité** ».

Jean-Louis Perrichon.